

5/ Une démocratie corse dont Bastia serait l'un des piliers



Ethique et politique

L'éthique en politique est un sujet souvent abordé, et qui fait régulièrement l'objet de déclarations d'intentions et de vœux pieux en contradiction criante avec les faits et les pratiques observés. En 1998 déjà, les candidats de Corsica Nazione avaient, quant à eux, pris la décision de rendre public l'état de leur patrimoine personnel avant et après exercice de leur mandat. On peut se demander pourquoi ce souci de transparence n'a pas été relayé par l'ensemble de la classe politique insulaire. Mais se poser la question c'est déjà y

répondre, et il suffit d'observer objectivement la situation des uns et des autres pour comprendre ce qui se passe et où se situent les politiciens qui ont pleinement profité du système et trahi la confiance de leurs électeurs à des fins personnelles.

Mais l'éthique en politique ne se limite pas à cela. Les conditions d'exercice d'un certain pouvoir, la manière dont on se maintient en place, en installant parfois de véritables dynasties locales, constituent des éléments clefs du problème.

Dans une ville comme Bastia on

connaît le poids de la fraude électorale, dont certains observateurs ont souligné le rôle qu'elle aurait pu jouer lors du dernier référendum. Cette fraude a même naguère été, très partiellement, sanctionnée par les tribunaux de l'Etat français, pourtant peu enclin à saper l'autorité de ceux qui servent docilement de relais à ses politiques néfastes pour la Corse depuis tant d'années. C'est dire si le scandale était par trop criant, et s'il devenait urgent de donner quelques gages à l'opinion publique.

Mais il y a pire ; il y a cette

pression constante sur un électorat que l'on effraye, que l'on menace, ou que l'on tente d'acheter à coup de bons sociaux, ou d'attributions de prestations, dont certaines, comme du cynisme, ne sont pas toujours indues.

Il y a le chantage au logement, à un moment où cette question devient particulièrement urgente, voire vitale, pour une majorité de Corses.

Il y a le chantage à l'emploi : alors qu'une municipalité devrait créer les conditions du développement économique, pour permettre à chacun de vivre dignement de son travail, la municipalité de Bastia stérilise tout, et se contente, quand elle ne s'en vante pas, d'être le premier employeur de la région, ce qui lui permet de mieux contrôler les familles, et donc les électeurs qui les composent. On a d'ailleurs assisté, il n'y a pas si longtemps, à un débat télévisé surréaliste entre messieurs Zuccarelli et Vendasi, qui se reprochaient mutuellement ce genre de pratiques, exemples à l'appui. Quant aux conditions d'attribution des marchés publics à Bastia, il y a bien longtemps que les électeurs savent à quoi s'en tenir.

Le respect d'une certaine éthique en politique commande également d'associer réellement la population aux prises de décisions concernant son avenir ; ce qui n'équivaut pas à organiser des débats publics bidons, où tout est décidé d'avance, et où les solutions alternatives ne sont même pas étudiées.. Tout comme un certain nombre d'actions de prestige zuccarellien, à l'instar de Bastia Futura, qui se sont avérées de véritables gouffres financiers, et dont la gestion, pour le moins opaque, est sujette à de nombreuses interrogations. Il y a fort à parier que si un militant nationaliste avait géré son entreprise ou ses affaires de la même manière, il aurait immédiatement subi les foudres d'une

justice sans concession.

Par ailleurs, quels que soient les points de vue que l'on défend, la morale politique commanderait de ne pas mentir à ses administrés en ce qui concerne notamment des domaines touchant à la sécurité des populations, à la santé publique, ou aux retombées négatives de certains projets sur l'environnement. L'exemple de l'amiante dans la vallée du Fangu, mais aussi les reculades tactiques concernant le quai de transfert ou l'incinérateur sont, de ce point de vue, assez caractéristiques de l'idée que messieurs Zuccarelli, Tati et consorts se font de cette exigence de vérité.

Enfin, les comportements, malheureusement de plus en plus répandus jusque dans les plus hautes sphères de la politique, de certains candidats, qui n'hésitent pas à se renier et à trahir les idées pour la défense desquelles les électeurs leur ont fait confiance, pose un problème de taille qui n'échappera à personne ; leur fidélité à l'égard de leurs propres engagements s'avère souvent inversement proportionnelle au caractère alléchant de l'offre faite par le camp adverse. Chez tout un chacun les idées peuvent certes évoluer, mais faire du retournement de veste le premier moteur de la promotion individuelle en politique n'est pas seulement immoral ; cela est dangereux pour la démocratie, la vraie, celle au sein de laquelle nous voudrions voir évoluer les générations futures, dans une Corse enfin libre.

Il est par conséquent plus que temps de rompre avec ce système pervers qui bafoue la démocratie réelle et pousse de plus en plus de jeunes corses sur les sentiers d'une révolte légitime.

Au nom de leur conception de l'éthique politique les candidats de Corsica Nazione Indipendente s'engagent :

-à oeuvrer pour l'intérêt général

en toute transparence et à lutter contre toute forme de détournement du bien commun à des fins personnelles, notamment dans l'attribution des marchés publics..

-à favoriser une politique de développement qui rende à chacun la liberté de vivre de son travail et de faire ses choix politiques sans contrainte d'aucune sorte.

-à lutter sans relâche et sans concession contre toutes les formes de pression et de chantage exercées, à des fins électorales, sur les corses les plus exposés.

-à soutenir toujours, par conséquent, ceux qui résistent courageusement à ce système, et qui donnent, au quotidien, une leçon de courage et de dignité, en ne se laissant ni intimider, ni corrompre.

-à faire de la répartition équitable des richesses et, surtout, de la capacité à en créer, et à en vivre dignement, un de leurs objectifs principaux.

-à faire, donc, du droit au logement et à l'emploi, une priorité absolue.

-à ne jamais mentir aux bastiais sur les conséquences ou les risques de tout projet important engageant leur avenir et celui de leurs enfants.

-à les associer, au contraire, systématiquement, aux prises de décisions, en organisant des consultations populaires loyales où leur opinion sera vraiment prise en compte.

- à rester toujours fidèles à leurs engagements fondamentaux, qui placent l'intérêt national corse au dessus de toute autre considération, à ne jamais oublier la mission dont les auront chargé ceux qui leur auront fait confiance.

Souvenirs, souvenirs...

Extraits du débat télévisé (sur France 3) entre Emile Zuccarelli et François Vendasi (campagne des législatives de 2002)

Propos de François Vendasi :

- « *Qui m'a appris à faire les campagnes ? C'est Monsieur Zuccarelli quand je les faisais pour lui...* » (réponse aux accusations d'E. Zuccarelli sur les problèmes d'éthique soulevés par la campagne de Vendasi) ;

- « *J'invite Monsieur Zuccarelli à balayer devant sa porte... qui délivre des bons d'aide sociale, qui fait travailler pour sa campagne du personnel municipal pendant des heures de travail. Ses permanences sont dirigées par du personnel municipal. Vous trouvez que ça c'est légal ?* » ;

- « *Vous allez pouvoir juger du tempérament de Monsieur Zuccarelli. Il a rencontré un de ses hauts fonctionnaires. Monsieur Zuccarelli s'est permis de lui dire : « Vous vous rendez compte de ce que vous avez fait ? ». Le fonctionnaire était outré. Il ne comprenait pas : « Oui, j'ai été à un meeting de présentation de candidature de Monsieur Vendasi. J'y ai été parce que Monsieur Vendasi est un bon maire. C'est en quelque sorte une politesse que j'ai accomplie. Ce Monsieur lui a dit : « Je vis à Furiani. » Monsieur Zuccarelli lui a dit : « Mais vous travaillez à Bastia, je saurai m'en souvenir ! » Vous pensez que ça ne présente pas un problème*

d'éthique ça ? C'est même grave. »

- « *Vous n'avez rien fait pour la Corse, et c'est vous qui êtes responsable de la dérive !* »

Un an plus tard, lors du référendum de 2003, Messieurs Zuccarelli et Vendasi se réconciliaient publiquement, célébrant leur victoire commune (qui était aussi une défaite pour la Corse). Pourtant, ces propos particulièrement graves (retranscrits ici mot à mot) avaient bien été tenus. Les paroles ne s'envolent pas toujours...



Une démocratie corse dont Bastia sera l'un des fleurons

La démocratie à Bastia ne doit plus être un mot creux avec comme arrière pensée le portefeuille. La démocratie à Bastia ce sont des ACTES AU QUOTIDIEN.

Nous proposons :

La consultation des bastiais par voie de référendum local pour toutes décisions ou équipements collectifs d'envergure ;

L'association étroite de tous les syndi-

cats au fonctionnement de la gestion communale ;

La langue corse, co-officielle, dans tous les actes de la vie administrative bastiaise ;

Des subventions importantes pour toutes les associations bastiaises au coeur de la réhabilitation de Bastia (associations de locataires, de commerçants et d'artisans, de musique et chants,

sportives, de défense de l'emploi à Bastia...);

De véritables délégations de pouvoir dans des domaines de compétence importants aux élus des listes minoritaires ;

Des visites chaque mois des quartiers par les élus du suffrage universel pour recueillir les doléances ou propositions des habitants.